

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE

Procès-Verbal de la séance du 2 avril 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le deux avril à quatorze heures, le Conseil d'Administration du Centre Communal d'Action Sociale, s'est réuni en salle du conseil municipal, sous la Présidence de Madame Julie Guinand-Boiron, Vice-Présidente du CCAS.

Date de convocation : 27 mars 2025

Présidence : Julie GUINAND-BOIRON

Membres présents : Julie GUINAND-BOIRON – Patricia BONNET-GONNET – Serge CAFIERO – Fatira RULLIERE – Jocelyne TACCHINI – Jacqueline LORA – Jean-Marie BARBERON.

Membres excusés : Renaud PFEFFER – Aurélie JULIARD.

Membre excusés et représentés :

Pascale CHAPOT a donné pouvoir à Julie GUINAND-BOIRON

Annie ARCHER a donné pouvoir à Serge CAFIERO

Maryse GARCIA a donné pouvoir à Jocelyne TACCHINI

Philippe MOLLOT a donné pouvoir à Fatira RULLIERE

Nombre de membres

En exercice : 13

Présents : 7

Votants : 11

Il est désigné Chantal BESSON, agent responsable du CCAS, comme secrétaire de séance.

Il est procédé à l'appel nominal et à l'approbation à l'unanimité du procès-verbal du Conseil d'Administration du 18 mars 2025.

DELIBERATION N° 02-25 : COMPTE FINANCIER UNIQUE 2024

I. Le contexte

Conformément au principe de l'annualité, le budget du CCAS doit être exécuté au cours de l'année civile et clôturé au 31 décembre de cette même année.

Jusqu'à l'année dernière, le Conseil d'Administration votait le compte de gestion établi par le comptable public et son compte administratif.

Or l'article 242 de la Loi de finances pour 2019, modifié par l'article 202 de la Loi de finances pour 2024, a généralisé l'adoption du CFU au plus tard au titre de l'exercice budgétaire 2026.

Avec le passage au plan comptable M57 depuis le 1^{er} janvier 2024, le CCAS a décidé de passer au compte financier unique pour les résultats de l'exercice 2024.

Ce document unique, fusion entre le compte administratif produit par l'ordonnateur et le compte de gestion produit par le comptable public, constitue une mesure de simplification qui permet de favoriser la transparence et la lisibilité de l'information financière, d'améliorer la qualité des comptes et de simplifier les processus administratifs entre l'ordonnateur et le comptable, sans remettre en cause leurs prérogatives respectives, au travers de l'unification du compte administratif et du compte de gestion.

Le CFU est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable, ce qui simplifie leurs travaux en amont de sa production.

II. La proposition

Pour 2024, les résultats sont les suivants :

COMPTE FINANCIER UNIQUE				
EXERCICE 2024 - Budget du CCAS - Compte Financier Unique				
Libellés	Investissement		Fonctionnement	
	Dépenses ou déficit	Recettes ou excédent	Dépenses ou déficit	Recettes ou excédent
<i>crédits inscrits au budget primitif</i>	11 038,44 €	11 038,44 €	120 030,50 €	120 030,50 €
Opérations de l'exercice	7 898,00 €	3 910,78 €	116 516,05 €	128 189,05 €
<i>taux de réalisation</i>	71,55%	35,43%	97,07%	106,80%
Résultat de l'exercice (N)	-3 987,22 €			11 673,00 €
Résultat reporté (N-1)		4 393,66 €	2 964,01 €	
Résultat de clôture (N-1 + N)		406,44 €		8 708,99 €
Restes à réaliser				
RESULTAT DEFINITIF (résultat de clôture + résultat des restes à réaliser)		406,44 €		8 708,99 €

Il est proposé aux membres du Conseil d'Administration du CCAS d'approuver :

- les exécutions 2024 des sections de fonctionnement et d'investissement,
- les résultats du Compte Financier Unique 2024

III. La décision

Où l'exposé de Madame la Vice-Présidente

Après en avoir délibéré,

le CONSEIL D'ADMINISTRATION décide, à l'unanimité des membres présents et représentés par 11 voix :

- **D'approuver le Compte Financier Unique 2024**

DELIBERATION N° 03-25 : AFFECTATION DU RESULTAT DE FONCTIONNEMENT 2024

I. Le contexte juridique

L'assemblée délibérante doit voter le compte financier unique de l'exercice comptable clos, puis constater les résultats et décider de leur affectation qui doit couvrir prioritairement les éventuels déficits des exercices précédents, ensuite le besoin de financement dégagé par la section d'investissement, le solde étant affecté en excédent de fonctionnement reporté, ou en dotation complémentaire d'investissement en réserves.

II- la proposition

Il est proposé d'approuver l'affectation du résultat de fonctionnement 2024 comme suit :

AFFECTATION DU RESULTAT DE FONCTIONNEMENT DE L'EXERCICE 2024	
RESULTAT DE FONCTIONNEMENT	
Résultat 2024	+ 11 673,00 €
Résultats antérieurs reportés	- 2 964.01 €
RESULTAT A AFFECTER	+ 8 708,99€
RESULTAT D'INVESTISSEMENT	
Résultat 2024	- 3 987,22€
Résultats antérieurs reportés	4 393,66 €
RESULTAT A REPORTER	406,44 €
AFFECTATION	
Affectation en recettes d'investissement R001	406,44 €
Report en recettes de fonctionnement R002	8 708,99 €

Il est proposé aux membres du Conseil d'administration du CCAS :

- d'affecter le résultat positif de la section d'investissement de l'exercice 2024, en recettes de la section d'investissement 2025, soit 406,44 €,
- d'affecter le résultat positif de la section de fonctionnement de l'exercice 2024, en recettes de la section de fonctionnement 2025, soit 8 708,44 €.

III. La décision

Oùï l'exposé de Madame la Vice-Présidente

Après en avoir délibéré,

le CONSEIL D'ADMINISTRATION décide, à l'unanimité des membres présents et représentés par 11 voix :

- d'affecter le résultat positif de la section d'investissement de l'exercice 2024, en recettes de la section d'investissement 2025, soit 406,44 €,

- d'affecter le résultat positif de la section de fonctionnement de l'exercice 2024, en recettes de la section de fonctionnement 2025, soit 8 708,44 €.

DELIBERATION N° 04-25 : AFFECTATION DU RESULTAT DE FONCTIONNEMENT 2024

I. Le contexte juridique

Lors de sa séance du 18 mars 2025, le Conseil d'Administration du CCAS a débattu des orientations budgétaires proposées pour l'année 2025, en application de l'article L. 2312-1 du code général des collectivités territoriales.

Le budget est l'acte par lequel sont prévues et autorisées par l'assemblée délibérante, les recettes et les dépenses d'un exercice (article L 2311-1 du Code général des collectivités territoriales).

Il se matérialise par des documents sur lesquels sont indiquées les recettes prévues et les dépenses autorisées pour la période considérée. Seules peuvent être engagées les dépenses qui y sont inscrites : le budget est un acte d'autorisation.

Le budget comprend deux sections (article L 2311-1 du CGCT) : une section de fonctionnement et une section d'investissement.

Le budget est présenté, conformément à l'instruction budgétaire et comptable M57 en vigueur, par section et par chapitre. Le contenu détaillé de ce budget figure dans le document qui vous a été remis et dont la présentation est conforme aux instructions budgétaires et comptables en vigueur.

Le budget est soumis par le Président au Conseil d'Administration qui le vote (article L. 2312-1 du CGCT). Le budget est voté par chapitre en fonctionnement et par chapitre et opération en investissement.

Étant l'acte qui autorise les dépenses, le budget doit en principe être voté avant le 1^{er} janvier de l'exercice auquel il s'applique, conformément à la règle de l'annualité budgétaire. Toutefois, afin que les communes puissent disposer des informations communiquées par les services de l'État et nécessaires à la préparation du budget, la date limite de vote du budget a été fixée au 15 avril de l'exercice auquel il s'applique.

La force exécutoire du budget voté est acquise sous deux conditions :

- la délibération et l'ensemble des documents constituant le budget doivent être transmis au représentant de l'Etat dans le département ou à son délégué dans l'arrondissement,
- la délibération du Conseil d'Administration ayant adopté le budget doit être publiée.

Par ailleurs, l'élaboration du budget s'appuie sur des indicateurs financiers et / ou économiques déterminés par l'Etat et prend en compte la conjoncture économique actuelle.

II. la proposition

Le budget primitif du conseil d'administration du CCAS – exercice 2025 – se présenterait comme indiqué dans l'annexe jointe à la présente délibération.

Tout membre du conseil peut se rendre au CCAS pour consulter le projet de budget primitif complet et/ou obtenir tout document complémentaire.

III. La décision

Où l'exposé de Madame la Vice-Présidente

Après en avoir délibéré,

le CONSEIL D'ADMINISTRATION décide, à l'unanimité des membres présents et représentés par 11 voix :

- **D'approuver le budget primitif du CCAS - exercice 2025 qui s'équilibre à :**
 - **117 310€ en fonctionnement**
 - **7 350€ en investissement.**

POINTS DIVERS

- **Repas des aînés :** A ce jour 350 personnes sont inscrites. L'organisation est en cours.
- **Pass' loisirs seniors :**
 - 30 seniors ont participé à la sortie du 28 mars à Montbrison à Agapes et spectacles pour un repas suivi d'une pièce de théâtre « C'est pas donné à tout le monde d'avoir une famille ! » Tout s'est bien passé. Les tarifs pour cette sortie étaient entre 30 et 100€. 16 personnes ont payé plein tarif.
 - 14 inscrits pour la sortie du 12 juin au Cabaret Elégance à Renaison pour le nouveau spectacle.

La séance est levée à 15h00.

Mornant, le 3 juillet 2025

Julie GUINAND-BOIRON
Vice-Présidente,


Présidente de séance.



Chantal BESSON
Agent responsable du CCAS


Secrétaire de séance